Le Journal des Finances - ***Semaine du 3 juillet 2010***

J'achète chaque fois que le marché se crashe, ce qui va arriver avec une belle régularité

A l'évidence, j'ai un problème…

Par ***Charles Gave***

Contrairement à la plupart des lecteurs, dont je suis bien sûr qu'ils ne lisent que *Le JDF* quand ils veulent s'informer sur les marchés financiers, je me sens obligé de lire tous les jours un grand nombre de journaux ou de magazines économiques ou financiers. Et partout je note que chacun fait assaut de pessimisme, mais pas toujours pour les mêmes raisons. Les pessimistes se répartissent en effet en deux groupes.

• Premier pessimiste professionnel : si les gouvernements ne réduisent pas leurs déficits, nous allons tout droit vers une crise généralisée de la dette étatique.

• Deuxième pessimiste professionnel : si vous coupez les dépenses de l'Etat, nous allons avoir une dépression économique par insuffisance de la demande comme en 1937.

Nous avons donc le choix entre la peste et le choléra, et il faudrait donc tout vendre toutes affaires cessantes si on écoutait nos braves Diafoirus.

Ces deux arguments sont aussi vieux que l'humanité et rappellent la prière de saint Augustin : *« Seigneur, aidez-moi à ne plus commettre de péché… mais pas tout de suite. »* Tous ces braves gens sur le principe sont d'accord. Certes, il est nécessaire de faire reculer les Etats un peu partout ; certes, il faut couper les déficits budgétaires ; certes, il faut sabrer les dépenses qui coûtent et ne rapportent rien… Certes, mais pas tout de suite. Ben voyons…

Permettez-moi de douter que quand les choses iront mieux les politiques trouveront à ce moment-là, miraculeusement, le courage de prendre les bonnes décisions. Tout le monde se souvient de la dispute surréaliste entre MM. Jospin et Chirac sur la « cagnotte », qui n'était rien d'autre qu'une réduction du déficit actuel par rapport à ce qui était attendu un an plus tôt, et dont ils se disputaient la distribution, et en aucun cas un surplus budgétaire. La France est le seul pays de l'OCDE à n'avoir jamais eu un surplus budgétaire depuis 1972. Je sens arriver de nombreuses cagnottes dans les années qui viennent. Si donc les marchés financiers ne continuent pas à mettre une pression gigantesque et constante sur les hommes politiques, je parie avec qui veut qu'au moment de l'élection présidentielle de 2012 il y aura un candidat (pas automatiquement de gauche, d'ailleurs) qui proposera la retraite à 50 ans, une taxation accrue sur les riches et la semaine de travail de 30 heures pour « réduire le chômage » et promouvoir la « justice sociale ».

Je répète donc ce que j'ai dit il y a quinze jours.

1. Le fait que les Etats ne puissent plus augmenter leurs dépenses est une très bonne nouvelle, la meilleure que nous ayons eue depuis des années. Les marchés sont en train d'enlever la clé de la cave à vin aux alcooliques qui nous gouvernent.

2. Nous rentrons dans une période bénie pour les actions. Je ne sais pas s'il faut acheter maintenant, dans deux mois ou dans quatre mois, et ça me laisse complètement indifférent. Si vous achetiez en janvier 1982, c'était trop tôt ; en août 1982, c'était parfait ; en janvier 1983, un peu trop tard ; mais dix ans plus tard, vous aviez fait fortune Je veux être actionnaire pour les dix ans qui viennent.

3. Si je ne me soucie pas du tout de ma performance à court terme, j'achète chaque fois que le marché se crashe, ce qui va arriver avec une belle régularité.

4. En aucun cas je ne touche aux valeurs qui sont trop près des Etats (télécoms, banques, assurances, services publics).

5. Pour trouver du cash, je commence à vendre mes obligations allemandes ; je garde cependant mes obligations suédoises tant j'attends une forte hausse de la couronne.

6. En termes simples : entre maintenant et octobre, j'accrois le risque dans mon portefeuille.

7. J'attends avec impatience les élections de novembre aux Etats-Unis.

8. Si cela se passe bien, arrivé en novembre, je veux être prêt à passer à 100 % en actions, et je serai même disposé à ce moment-là à emprunter pour acheter des actions.